

ÉQUATEUR

Lucio Gutierrez fuit devant son peuple



Les manifestations de la semaine dernière contre le président et les juges de la Cour suprême ont balayé les institutions à Quito. Refusant de les réprimer, le chef de la police a donné sa démission. Lucio Gutierrez s'est alors enfui et le Parlement a désigné son successeur après avoir constaté la vacance du pouvoir. Notre correspondant, Marcello Larrea, lui même acteur de ce soulèvement populaire, relate cette révolte au cours de laquelle le peuple équatorien a chassé un président qui l'avait trahi à peine élu et a rejeté une oligarchie corrompue.

page 2

L'image de Benoît XVI

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Les communicants du Vatican s'efforcent d'occulter le bilan politique de Joseph Ratzinger en Europe et en Amérique latine et de construire son image autour de son intransigeance morale. Cette sévérité ne serait au fond qu'une qualité nécessaire chez un Pontife. Cependant un de ses entretiens, publié par *Le Figaro*, et une de ses lettres, publiée par le *Los Angeles Times*, laissent entrevoir l'alliance qu'il a scellé entre contre-révolutionnaires européens et néo-conservateurs états-uniens.

page 7

REPÈRE : 13 AVRIL 1204

Le sac de Constantinople par les croisés

Lancée en 1198, la 4^e croisade a du mal à se mettre en route. Elle sert surtout la République de Venise qui se fait chèrement payer pour acheminer les troupes en Orient. La « Sérénissime » en profite d'ailleurs pour exiger que les croisés attaquent au passage Zara, ville de la côte dalmate pour la reprendre au roi de Hongrie. Pour la première fois, une croisade combat d'autres chrétiens. Le jeune Alexis Ange, prétendant au trône de Constantinople, enrôle les croisés à sa cause en promettant d'unir les Églises orientale et latine, les soldats « se paieront sur le butin ». Prise en 1203, Constantinople se révolte et chasse les chevaliers latins au bout de trois mois. Le doge Dandolo et les principaux barons occidentaux décident de se partager l'empire byzantin et assiègent la ville, qui tombe le 13 avril 1204. Pendant trois jours, les massacres et pillages sont tels que même les barons en sont choqués. Le comte de Flandre, Baudouin, se fait couronner empereur d'une ville ruinée qui ne se remettra jamais de ce carnage et sera prise finalement par les Turcs en 1453. ■



GUANTANAMO : L'UNION EUROPÉENNE S'OPPOSE À L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE

Toujours prompte à critiquer Cuba, notamment sur le traitement des journalistes-espions incarcérés dans l'île, l'Union européenne a pourtant détourné aujourd'hui le regard de la question du traitement des prisonniers de la « guerre au terrorisme » détenus à Guantanamo. En effet aucun des 25 États membres n'a soutenu la proposition d'Ivan Mora, ambassadeur cubain à la Commission onusienne des Droits de l'homme, pour que les États-Unis autorisent une enquête « impartiale et indépendante » de l'ONU sur le camp de détention à propos duquel des violations patentes des Droits de l'homme ont pourtant déjà été constatées. ■

Équateur

Lucio Gutierrez fuit devant son peuple

Les manifestations de la semaine dernière contre le président et les juges de la Cour suprême ont balayé les institutions à Quito. Refusant de les réprimer, le chef de la police a donné sa démission. Lucio Gutierrez s'est alors enfui et le Parlement a désigné son successeur après avoir constaté la vacance du pouvoir. Notre correspondant, Marcello Larrea, lui même acteur de ce soulèvement populaire, relate cette révolte au cours de laquelle le peuple équatorien a chassé un président qui l'avait trahi à peine élu et a rejeté une oligarchie corrompue.



C'était mercredi 13 avril 2005, l'après-midi s'écoulait dans une atmosphère frustrante. Les gens n'avaient pas pris part à la journée de grève à l'appel de l'Assemblée de Quito dirigée par la Gauche Démocratique (ID), dans le but d'exiger la révocation des magistrats de la Cour Suprême de Justice nommés en décembre dernier. Ils n'avaient pas non plus répondu à l'appel de l'Assemblée des Peuples (Patchakutik) à manifester contre le déploiement des Forces armées états-uniennes dans la base de Manta et le Plan Colombie. Ils ne voyaient rien de sincère dans ces actions politiques, que ce soit l'une ou l'autre, tant les accords entre partis politiques opposés les rendaient suspects. Les gens ne voulaient pas prendre des risques et faire les frais d'alliances politiques en coulisses.

La ville avait travaillé cahin-caha. La grève n'avait rien donné. Ce n'était pas une démonstration de force, bien au contraire, la faiblesse de la direction du mouvement a été démontrée. Ce fut un réel échec.

Une inquiétude nous rongait tous : Quito serait-il du côté du président Lucio Gutierrez ? Le gouvernement le prétendait. Il parvint à obtenir le soutien de l'oligarque Álvaro Noboa, du PRE de Bucaram, à conclure des accords avec le Mouvement Populaire Démocratique et surtout le Parti Socialiste. Il souligna l'échec répété de sa pseudo-opposition conduite par le Parti social-chrétien qui cherche à s'attirer le faveurs de Pachakutik. Les manifestations n'ont pas été aussi massives qu'attendues et la répression policière avec des gaz lacrymogènes a pu les stopper et les disperser.

Les manifestants se sont plaints d'une grève sans dirigeants et sans but, qui les a exposés à la violente répression policière, somme toute similaire à celle du 16 février, lorsque des dizaines de milliers d'entre eux ont investi le centre de Quito pour que le maire, Paco Moncayo, prononce un discours aussi bref que violent et leur demande ensuite de regagner leurs foyers... Lucio avait alors été soulagé de ne pas voir le peuple marcher sur le Palais du gouvernement pour l'en expulser. Il savait qu'il pouvait compter sur la complaisance de son opposition, capable de mobiliser le peuple et de le renvoyer les mains vides.

Sur les ondes de radio La Luna, qui avait effectué une couverture attentive des événements, on pouvait entendre les gens s'exprimer. Dans les interventions on sentait un étrange mélange de frustration et d'indignation, mais pas de scepticisme.

Paco Velasco, qui avait appelé avec insistance toute la journée à descendre dans la rue et à manifester, ne se résignait pas à cette situation confuse et dialoguait avec les auditeurs qui téléphonaient. De dialogue en dialogue, on en vint à l'idée d'un concert de casseroles. Les gens se réuniraient donc avenue Shyris. Avec son enthousiasme habituel, Velasco a continué l'agitation.

En plus de la radio, rapidement les portails internet et les SMS ont relayé l'information, face à l'indifférence complice des grands médias. Une nouvelle façon de faire de la politique a vu le jour, à la manière du peuple vénézuélien qui, trois ans auparavant, a mis en échec le coup d'État fasciste monté par la CIA et l'oligarchie vénézuélienne contre le président Chávez ou des Espagnols après l'attentat du 11 mars le 2004 pour sanctionner le parti d'Aznar.

Soudain l'étincelle qui met le feu aux poudres s'est allumée. Des milliers de personnes sont descendues dans la rue. Cette fois-ci spontanément, sans les dirigeants et les partis qui depuis plus de 25 ans les spolient de leurs droits politiques. Les gens arrivaient avec des ballons, des drapeaux, des casseroles, en musique et avec entrain. Ils ont commencé à crier : « *Dehors Lucio !* », « *Qu'ils s'en aillent tous !* ».

« Qu'ils s'en aillent tous »

Comme ce fut la cas lors de l'insurrection populaire du 21 janvier 2000, quand

le Parlement des Peuples a renversé les trois pouvoirs de l'État (législatif, exécutif, judiciaire) sous le mot d'ordre « *Qu'ils s'en aillent tous, !* », les gens se sont regroupés et sont allés protester contre les résolutions de la Cour suprême invalidant les condamnations pour corruption des anciens présidents.

On se souvient qu'en 1995, pour la première fois, un juge avait ordonné l'emprisonnement d'un élu considérant que son immunité ne concernait pas le type de délit pour lequel il était poursuivi. Le juge Carlos Solórzano avait sanctionné l'ultra-libéral vice-président Alberto Dahik pour usage illégal des fonds secrets. Puis, le même magistrat avait rendu deux jugements pour abus de biens sociaux contre l'ex-président Abdalá Bucaram ; le premier pour le trucage des marchés publics de sacs à dos scolaires et le second pour les détournements de fonds de la Banque centrale équatorienne. En définitive, le juge et plusieurs de ses collègues avaient été démis de leurs fonctions en violation de la Constitution. Une autre affaire, entamée en 2003, concerne l'ex-président Gustavo Noboa pour avoir renégocié la dette extérieure en provoquant des pertes colossales pour l'économie du pays.

Après s'être rassemblés devant la Cour suprême, les gens ont marché vers le domicile de Lucio. Sa famille a pu sentir la tempête qu'il a semé : le peuple veut non seulement que la Cour s'en aille, mais aussi que Lucio s'en aille, qu'ils s'en aillent tous !

Jeudi 14 avril 2005, Lucio a répondu aux manifestants, en les accusant d'être des « *brigands* », d'attenter à la vie privée de sa famille, et les a menacés de poursuites judiciaires. Les appels sur les ondes de la radio La Luna ont redoublé. Des citoyens ont revendiqué d'être des « *brigands* », face à un président qui protège des malfaiteurs et les soustrait à l'action de la justice.

La foule a à nouveau conflué vers l'avenue Les Shyris. Les points de rassemblement se sont multipliés au sud, au nord et à l'est de Quito dans les vallées de Chillos et de Tumbaco. La nuit, les gens faisaient des concerts de casseroles, et faisaient sonner leurs klaxons tandis que d'autres leur répondaient en scandant : « *Dehors Lucio !* », « *Qu'ils s'en aillent tous !* ».

Les parlementaires et les dirigeants patronaux qui ont tenté de se joindre à cette manifestation indépendante, et même dirigée contre eux, pour la récupérer ont été traités avec dédain et indifférence, voire obligés de ranger leurs banderoles et de quitter le cortège. C'était une manifestation populaire et non des partis et de leurs éléphants, insistaient les gens.

Vendredi 15 avril, toute la journée, La Luna, a reçu la visite spontanée d'auditeurs venus exprimer leur appui pour sa couverture courageuse des événements. Ils ont apporté avec eux 3 000 diplômes pour certifier leur qualité de « *Brigands* ». Des files d'attente ont commencé à se former pour les remettre.

Des enfants, des femmes, des personnes âgées, des hommes, des jeunes, des étudiants, des travailleurs, continuaient à parler à la radio. Ils ont exprimé leur attachement à leur pays, à leurs familles, à leurs proches et leur rejet de Lucio, de toutes les manières et dans toutes les formes imaginables. L'ensemble des

politiciens n'étant pas en reste. La tension montait. La voix isolée de La Luna, avait dépassé l'audience des autres stations de radio et de télévision, elle battait des records. On spéculait sur le fait que le gouvernement déclarerait l'état d'urgence.

Les gens fixaient de plus en plus de points de rassemblement et ils se les communiquaient par la ligne téléphonique dédiée aux auditeurs de La Luna. Ils marchaient dans les rues en un joyeux brouhaha. Le trafic était interrompu. Le peuple était heureux d'être là. Les klaxons des voitures chantaient : « *Dehors Lucio !* », « *Qu'ils s'en aillent tous !* ».

État d'urgence, Lucio dictateur

Aux abords de la station La Luna est apparu un groupe de 40 personnes armées, avec des bidons d'essence, avec l'intention visible de prendre d'assaut la station, d'attaquer ses journalistes et de l'incendier. Les gens s'en sont rendus compte. Ils ont donné l'alerte et en ont ceinturés quelques uns.

Selon le colonel à la retraite Jorge Brito, le lieutenant Edy Sánchez, représentant du président à l'Institut de Sécurité Sociale (IEES), dirigeait la bande. Découverts et vulnérables, les nervis se sont enfuis sans parvenir à provoquer des violences qui auraient justifié la déclaration de l'état d'urgence.

Lucio est apparu à la radio et à la télévision, coupe gominée, le regard vide. À ses côtés, les ministres de l'Intérieur et de la Défense et le chef d'état-major interarmes, mais pas le général Luis Aguas, commandant en chef de l'Armée de terre. Lucio, revêtu de son écharpe présidentielle, évoquait son « *pouvoir constitutionnel* » tout en annonçant un décret qui viole la Constitution.

Sans que les conditions requises soient réunies, il déclara l'état d'urgence à Quito, la suspension des libertés d'expression et de réunion. Il autorisa des réquisitions, détentions et d'autres actions répressives sans avoir l'appui des forces armées. Passant outre la séparation des pouvoirs, il révoqua les magistrats de la Cour suprême. Il venait de se proclamer dictateur.

L'état d'urgence est levé

Le peuple de Quito s'est levé. Par milliers, les gens se sont rendus à La Luna pour protéger la station, empêcher sa fermeture et prévenir toute agression. La protestation et l'indignation s'est étendue à toute la ville. Les manifestations se sont radicalisées et renforcées. L'état d'urgence ne pouvait pas être appliqué. Le pouvoir de l'exécutif avait été neutralisé avant d'agir.

Samedi 16 avril, les gens continuaient à s'exprimer sur les ondes de La Luna, exigeant le départ de Lucio et des autres. Ils parlaient de défendre leur patrie et leur dignité. Ils ont critiqué les abus qui ont détruit des milliers d'emplois, détruit notre monnaie, le Sucre, symbole de l'indépendance de la nation et de sa souveraineté ; puis pèle mèle, le pétrole, le TLC, les bases militaires yankees, le Plan Colombie, la pauvreté, le démantèlement de l'éducation et de la santé publique, de la sécurité sociale. Leur douleur était perceptible dans chaque mot. Ils demandaient de la tendresse, face à la déclaration de guerre de Lucio.

Les défenseurs de Droits de l'homme Galo Chiriboga, Alexis Ponce et Gustavo Larrea déposèrent un recours contre le décret dictatorial de Lucio. Mais, voyant qu'il ne pouvait l'appliquer, celui-ci l'annula de lui-même avant que le jugement ne lui soit communiqué.

Dans la nuit les manifestations ont continué. Dans tous les coins de la ville résonnaient les klaxons, les concerts de casseroles et autres tapages, ainsi que les cris indignés : « *Lucio dehors !* », « *Qu'ils s'en aillent tous !* ». Ils étaient désormais des centaines de milliers, parmi les deux millions d'habitants de Quito, à manifester, tandis que, plus loin à Cuenca, dans le Sud du pays, d'autres commençaient massivement à se mobiliser.

Le peuple est le pouvoir

Avec l'exemple de Quito, comme ce fut le cas le 10 août de 1809, le pays a été secoué par la réalité, les masques médiatiques sont tombés.

Le pouvoir et ses instruments, le gouvernement, le Parlement, la Cour suprême, les partis, ont été démasqués. Ils représentent en tant qu'auteurs, complices, et bénéficiaires, une oligarchie politique et économique qui opprime la société, ses fondements, ses sentiments, ses désirs, son art et sa culture, son éducation et sa santé, son alimentation, son bien-être.

Surtout, le pouvoir des classes dominantes a été démystifié. Les gens ont découvert avec l'étonnement que suscitent les choses simples et profondes qu'ils étaient le pouvoir.

Marcelo Larrea

*Marcelo Larrea est directeur de la revue équatorienne El Sucre et collaborateur de la **Red Voltaire**.*

Nos lecteurs hispanophones trouveront un dossier complet sur le soulèvement populaire en Équateur dans notre édition en langue espagnole : redvoltaire.net/revuelta_en_ecuador.html.

L'image de Benoît XVI

Analyse

Dans son acception originelle, la laïcité désigne un mode d'organisation de la société qui garantit la liberté individuelle de conscience et la paix civile en rejetant les convictions personnelles hors du débat politique. Les dirigeants politiques ont, comme tout un chacun, la liberté d'évoquer publiquement la foi qui les anime, mais ils ne peuvent fonder des politiques publiques, qui engagent l'ensemble de la société, sur leurs convictions particulières. C'est cette philosophie que le Joseph Ratzinger n'a cessé de combattre lorsqu'il était préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi (dénomination depuis 1966 du Saint-Office, dit « Sainte Inquisition »). Il stigmatisa donc la philosophie laïque de « laïcisme » et s'employa à redéfinir à sa manière le concept de « laïcité ». Ainsi, dans un entretien qu'il accorda, il y a un an au *Figaro*, et que le quotidien reproduit à l'occasion de son élection, M. Ratzinger qualifie de « profanité » le principe de séparation de la sphère privée (convictions intimes) et de la sphère publique (vie politique), fondement de la *Déclaration française des Droits de l'homme et du citoyen*. Pour lui, la foi est la lumière de la raison, c'est donc la foi et non la raison qui doit gouverner le débat politique.

Joseph Ratzinger fut le comanditaire du lobbying exercé au sein des Institutions européennes pour que la *Charte des droits fondamentaux* et le *Traité constitutionnel* ne fondent pas l'Union européenne sur un contrat politique entre États-nations, ni entre citoyens, mais sur des références catholiques. Comme il le déplore dans le même entretien, il n'y parvint pas complètement. Les Instruments européens ont en définitive adopté le point de vue anglo-saxon et non celui du Saint-Siège. L'Union européenne a rejeté le principe du contrat politique entre États-nations pour choisir celui des « valeurs communes », mais elle s'est refusée à les définir comme héritage « catholique », ni même plus largement « chrétien ». De la sorte, elle admet le caractère laïque de la France et du Portugal et conserve ouverte la possibilité d'adhésion de la Turquie. Cette dernière étant une véritable bête noire pour le théologien bavarois puisqu'elle

est à la fois un État laïque et une population musulmane. Il se prononce donc contre son intégration dans l'Union, propos qu'il développa ultérieurement dans le *Giornale del popolo* (20 septembre 2004). Aujourd'hui, M. Ratzinger entend faire de la construction de l'Europe chrétienne la priorité de son pontificat comme l'atteste le choix de son nom, Benoît XVI, par référence au saint patron de l'Europe.

Fort étrangement, la presse internationale semble ignorer l'action politique du prélat au cours de ses années passées à la Curie romaine, seule la presse latino-américaine évoque sa responsabilité dans l'assassinat systématique des théologiens de la libération par les dictatures catholiques. Cependant, le *Sunday Times* du 17 avril évoquait ses liens avec les milieux nazis et son appartenance, adolescent, aux Jeunesses hitlériennes. L'accusation est suffisamment dangereuse pour que le *Jerusalem Post* publie un éditorial de Sam Seer le lavant de tout soupçon. C'est que le nouveau pape est indispensable à l'Axe Tel-Aviv-Washington. Identiquement le cardinal Jean-Marie Lustiger, qui incarne les liens entre Israël et le Saint-Siège, l'absout dans une tribune publiée par *Le Figaro*.

Le *Los Angeles Times* reproduit d'ailleurs la célèbre lettre du cardinal Ratzinger au président de la Conférence épiscopale des États-Unis, qui avait opportunément « fuité » au cours de la campagne présidentielle. Il y rappelait la condamnation pontificale de l'avortement et suggérait que les électeurs catholiques ne pouvaient voter pour John Kerry.

Le théologien Michael Novak, qui établit depuis deux décennies des ponts entre les milieux états-uniens du renseignement et le Saint-Siège, récuse dans le *New York Times* l'imputation selon laquelle Joseph Ratzinger serait un néo-conservateur. Comme tous les commentateurs qui se réjouissent de cette élection, il centre la discussion sur la morale intransigeante du nouveau pape. _ De son côté, Mgr Helmut Schüller apaise les inquiétudes de ses ouailles dans *Der Standard*. Il assure que le nouveau pape, aussi rigoriste qu'il soit, ne modifiera pas notablement l'équilibre interne de l'Église et poursuivra l'œuvre de son prédécesseur.

D'une manière générale, le message des communicants du Vatican se résume à présenter Benoît XVI comme une personnalité sévère et rigoureuse tel qu'il convient pour assumer la charge d'un Pontife. Cette présentation vise à gommer la dimension politique du personnage au profit de son comportement moral. Mais elle ne correspond à aucune réalité : le nouveau pape n'a pas à remettre son Église en état après des années de laxisme. Peu importe, tout doit être fait pour masquer le caractère contre-révolutionnaire du Pontife et ses soutiens néoconservateurs à Washington. Ronald Reagan pouvait compter sur Jean-Paul II pour déstabiliser la Pologne, George W. Bush compte sur Benoît XVI pour faire entrer l'Europe dans la « guerre des civilisations », encore faut-il relooker le « Panzer Kardinal ».

En marge de cette polémique, *Die Presse* donne la parole au prêtre autrichien Anton Faber. Il s'interroge sur l'éventuelle nomination du cardinal-archevêque de Vienne, Christophe Schönborn, pour succéder au cardinal Ratzinger comme préfet de la Congrégation de la Doctrine de la foi. Le même quotidien publie aussi une tribune du généticien Markus Hengstschläger à propos de l'incohérence des instructions de Joseph Ratzinger interdisant la recherche sur les cellules souches humaines au nom du respect de la vie, mais autorisant la peine de mort au nom de la protection de la société.

Réseau Voltaire

Joseph Ratzinger



Ancien archevêque de Munich (1977-1981) et préfet de la Congrégation pour la doctrine de la Foi au Vatican (1981-2005), Joseph Ratzinger est pape sous le nom de Benoît XVI.

« La foi chrétienne a son mot à dire sur la morale »

Source : Le Figaro

, Le Figaro Magazine

Référence : « La foi chrétienne a son mot à dire sur la morale », par Joseph Ratzinger, *Le Figaro*, 20 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview accordée le 13 août 2004, à l'occasion de la visite de Jean-Paul II à Lourdes, au *Figaro Magazine* et reprise aujourd'hui par le quotidien. Nous avons choisi de ne traiter que les questions en lien avec les opinions politiques et théologiques de l'interviewé et d'écarter les points en lien avec une actualité de l'époque désormais obsolètes.

Le pape Jean-Paul II est très lié à la France et il lui doit beaucoup dans sa formation théologique. Je me souviens particulièrement de sa visite pour la commémoration de l'anniversaire du baptême de Clovis comme d'un grand renouveau du baptême de la France. La « fille aînée de l'Église », occidentale disons, a beaucoup donné à l'Église. Le pape est préoccupé par le laïcisme idéologique qui se manifeste fortement aujourd'hui. Nous sommes pour la laïcité, mais nous sommes opposés à un laïcisme idéologique qui risque d'enfermer l'Église dans un ghetto de subjectivité. Ce courant de pensée souhaite que la vie publique ne soit pas touchée par la réalité chrétienne et religieuse. Une telle séparation, que je qualifierais de « profanité » absolue, serait certainement un danger pour la physionomie spirituelle, morale et humaine de l'Europe. Nous espérons que l'Église de France sera suffisamment forte pour aider l'Europe à résister à cette provocation. La foi chrétienne doit illuminer la vie publique. Méfions nous du laïcisme acharné, c'est lui qui fait naître le fondamentalisme.

L'État doit être le garant de la liberté de pensée et de religion. Nous ne cherchons pas à imposer notre foi aux autres par le biais de la politique. Mais nous sommes par ailleurs convaincus que la foi est aussi une lumière pour la raison et que l'homme politique catholique doit pouvoir transmettre cette lumière dans son combat politique. Le droit de vivre doit être protégé par l'État du premier instant au dernier de la vie. Les hommes politiques doivent

respecter cela. Un politicien qui prend une position différente, qui ne respecte pas l'image de Dieu et l'inviolabilité de la personne humaine est aussi en opposition avec les composantes rationnelles de la foi. Nous sommes d'accord sur ces point avec la conférence des évêques américains même si nous l'avons exprimé différemment. Les catholiques ne doivent demander la communion que s'ils en sont dignes. Cela concerne leur position sur l'avortement, mais aussi sur d'autres aspects. La conscience n'est pas que subjective, elle obéit à des critères objectifs qui se trouvent dans la foi. Il me semble que la « subjectivisation » de la conscience est une grande erreur de notre époque. La non-inscription des racines chrétiennes de l'Europe est une grave erreur. L'Europe est un continent culturel et non pas géographique. C'est sa culture qui lui donne une identité commune. Les racines qui ont formé et permis la formation de ce continent sont celles du christianisme. Il s'agit d'un simple fait de l'Histoire. Ce n'est pas si lointain que ça, la renaissance de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale a été rendue possible grâce à des hommes politiques qui avaient de fortes racines chrétiennes, qu'il s'agisse de personnes comme Schuman, Adenauer, De Gaulle, De Gasperi ou d'autres. Je crains que derrière cette opposition se cache une haine de l'Europe contre elle-même et contre sa grande histoire. À ce titre, la Turquie n'appartient pas à l'Europe. Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas avoir de bonnes relations avec elles, mais elle devrait fonder son propre continent culturelle sur la base de l'islam avec les pays arabes.

Sam Ser

Sam Ser est journaliste et éditorialiste au *Jerusalem Post*.

« Ratzinger, un nazi ? Ne le croyez pas »

Source : *Jerusalem Post*

Référence : « Ratzinger a Nazi ? Don't believe it », par Sam Ser, *Jerusalem Post*, 18 avril 2005.

Le *Sunday Times* de Londres a décrit le principal candidat à la papauté, le cardinal Ratzinger, comme un nazi. Sur le ton de la grande révélation, le journal informe ses lecteurs que Ratzinger fut membre des Jeunesses hitlériennes et suggère que pour cette raison le « Panzer Kardinal » serait très différent de son prédécesseur. L'article qualifie même Ratzinger d'« antisémite théologique ». Il croirait tant au Christ qu'il estime que tous, y compris les juifs, devraient le reconnaître comme le messie.

En fait, il n'y a rien de nouveau là dedans. Ratzinger a été enrôlé dans les Jeunesses hitlériennes quand cela est devenu obligatoire après avoir tout fait pour y échapper le plus longtemps possible. Il n'y est pas allé de son plein gré. Ratzinger s'est régulièrement expliqué sur ce point et notamment dans sa biographie. Le seul élément significatif de l'article du *Times* est que Ratzinger a fait de la résistance passive plutôt que de faire quelque chose qui lui aurait valu la déportation. Il n'a pas été un résistant exceptionnel, mais beaucoup de juifs ne l'ont pas été non plus. S'il avait vraiment été un sympathisant nazi, cela se serait vu en 60 ans. Pourtant, au contraire, il s'est surtout illustré dans le

dialogue entre catholiques et juifs.

Si même le centre Yad Vashem n'a pas estimé qu'une enquête était nécessaire, pourquoi devrions-nous ne pas le croire ?

Jean-Marie Lustiger



Ancien archevêque de Paris (1981-2005), Jean-Marie Lustiger est cardinal archevêque émérite de Paris et membre de l'Académie française.

« Benoît XVI a une amitié de cœur pour la France et la culture française »

Source : Le Figaro

Référence : « Benoît XVI a une amitié de cœur pour la France et la culture française », par Jean-Marie Lustiger, *Le Figaro*, 21 avril 2005.

Le conclave a duré très exactement 24 heures. Ce fut une véritable expérience spirituelle de communion, dans une atmosphère de prière et de paix. Il ne s'est agi ni d'un contrat politique, ni d'un plébiscite, plutôt d'une sorte d'évidence paisible. Aux yeux de l'ensemble des cardinaux, les discussions qui ont précédé ont permis de faire état de toutes les difficultés et de tous les problèmes. Benoît XVI assume pleinement l'héritage de Jean-Paul II dont il a été le principal collaborateur. Mais en même temps, il est évident que la personnalité et le style sont très différents. Benoît XVI est le dernier grand théologien à avoir participé à toute la durée de Vatican II en tant qu'expert, et non évêque comme Jean-Paul II. C'est un grand penseur. Comme Jean-Paul II, Benoît XVI a connu la guerre. Il a vécu sa jeunesse dans l'Allemagne nazie, dont tout jeune homme il a perçu les errements. Le milieu catholique qui l'a formé n'avait là-dessus aucune complaisance. Il sait ce qu'ont coûté les totalitarismes à l'humanité et à l'Église. Il a également une vaste culture esthétique et une grande amitié de cœur pour la France.

Il a été chargé d'une mission difficile par Jean-Paul II, puisqu'il était préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi. On ne lui demandait pas de se mettre en avant ni de faire de la communication, mais de préciser ce qui est conforme ou non à la fois catholique. Il l'a fait avec honnêteté et précision. Cela a nourri des préjugés qu'il faudra réévaluer pour découvrir qui il est réellement. C'est en fait un homme d'une grande délicatesse.

La volonté œcuménique est forte et entière chez Benoît XVI. Mais pour faire l'œcuménisme, il faut être plusieurs à le vouloir. La vraie question de l'œcuménisme contemporain est qu'il ne peut y avoir de véritable unité chrétienne que dans une véritable communion dans la foi. Qu'est-il nécessaire de croire pour se reconnaître comme chrétien ? C'est le problème principal, mais il ne se pose pas avec les Églises de l'orthodoxie et on trouve une communion de foi avec les Églises des nouveaux mouvements évangéliques. Le cardinal Ratzinger s'est battu pour la reconnaissance des racines chrétiennes de l'Europe. Il s'agit d'une évidence, mais ce n'est pas la nôtre. Cette évidence est la suivante : on ne peut pas construire un avenir sans la conscience d'un passé commun. Concernant les liens avec l'islam, ce n'est pas seulement sur Benoît XVI que ce problème repose, mais sur l'ensemble des peuples marqués par

l'islam ainsi que sur les autres nations, sur les autres cultures. Car il y a un véritable problème mondial en ce moment à ce sujet. L'Église peut avoir un rôle de médiateur mais, là aussi, il ne peut y avoir de progrès unilatéral dans la compréhension et dans le dialogue. Il faut que les efforts viennent du côté de l'islam comme des autres cultures. Benoît XVI est parfaitement averti et sensible au problème des relations avec le judaïsme.

L'élection d'un Allemand est un vrai gage de réconciliation. Si on l'accuse d'avoir été dans la *Hitlerjugend*, il s'agit vraiment d'une infamie. Je ne sais pas s'il y a été, c'est probable puisque tous les petits Allemands y étaient. Mais il n'a pactisé avec rien de ce genre. Le nom de Benoît est un gage de réconciliation. Il nous a aussi parlé de l'Europe en nous rappelant que Benoît est aussi saint Benoît, un des grands patrons de l'Europe, dont la règle a servi de cadre et de repère pour façonner toute l'Europe par le monachisme comme élément de civilisation.

Joseph Ratzinger



Ancien archevêque de Munich (1977-1981) et préfet de la Congrégation pour la doctrine de la Foi au Vatican (1981-2005), Joseph Ratzinger est pape sous le nom de Benoît XVI.

« Les réponses de Benoît aux grandes questions »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Benedict's Answers to Big Questions », par Joseph Ratzinger, *Los Angeles Times*, 20 avril 2005. Ce texte est adapté d'une lettre écrite par celui qui n'était encore que le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi et envoyée au cardinal Theodore McCarrick de Washington l'année dernière, avant l'élection présidentielle états-unienne.

La communion est un acte qui doit être fait en conscience et dont on doit s'estimer digne pour la recevoir.

L'Église enseigne que l'avortement et l'euthanasie sont de graves péchés et l'encyclique *Evangelium Vitae* demande aux chrétiens de s'y opposer. Si la loi est injuste, ils n'ont pas à s'y soumettre et ils doivent même s'opposer aux législations civiles contraire aux lois de Dieu. Il n'est jamais juste de coopérer au Mal et cette coopération ne peut jamais être justifiée au nom de la liberté des autres ou d'exigences légales.

Toutes les questions morales n'ont pas le même poids moral que l'avortement ou l'euthanasie. Si un catholique n'est pas d'accord avec les positions du Pape sur la peine de mort ou le déclenchement d'une guerre, cela ne le prive pas du droit de communion. Cela entre dans la diversité des opinions tolérée chez les catholiques. Le prêtre qui donne la sainte communion peut la refuser à quelqu'un souffrant d'une excommunication ou manifestant avec persistance un grave péché. Si un politicien catholique soutient l'avortement, son pasteur devrait le rencontrer et lui rappeler les positions de l'Église. Il devra lui dire qu'il ne recevra pas la communion tant qu'il maintiendra ses positions. Ce n'est pas une punition, c'est la conséquence du fait qu'il n'est plus digne de recevoir la communion. Les catholiques pourront cependant voter pour lui s'ils le font pour d'autres raisons que ses positions sur l'avortement et que ces raisons sont proportionnés.

Michael Novak



Proche de l'Opus Dei et président de l'Universidad Latinoamericana de la Libertad Friedrich von Hayek qui forme les Cubains exilés en Floride, Michael Novak est théologien à l'American Enterprise Institute et membre du Conseil d'administration de la National Endowment for Democracy. Il est l'auteur de *The Universal Hunger for Liberty*.

« Le conservateur radical de Rome »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Rome's Radical Conservative », par Michael Novak, *New York Times*, 20 avril 2005.

« Rome's radical conservative will surprise », par Michael Novak, *International Herald Tribune*, 21 avril 2005.

L'élection du cardinal Ratzinger a été le dernier cadeau de Jean-Paul II à l'Église catholique romaine. Aucun cardinal n'était plus proche de Jean-Paul II que lui et il a rendu un brillant hommage dans son sermon à la mémoire du défunt pape. Toutefois, son élection a suscité en Europe et aux États-Unis des réactions où on l'a présenté comme un homme autoritaire, un conservateur, voire un « néo-conservateurs ». C'est une incompréhension qui montre que ses adversaires n'ont pas lu ses sermon. Le nouveau pape n'est pas comme le précédent, il est plus calme et réservé. Il a des idées plus radicales que celles de Jean-Paul II sur les réformes de l'Église et il est plus sérieux concernant la vie de l'âme. Il veut une Église sérieuse et se développant.

Il est ouvert au monde et a été loué à ce sujet par les dirigeants protestants et juifs avec lesquels il a conversé. Sa vraie nature est à l'opposée de celle inventée par ses adversaires. Ratzinger a compris que les Églises qui avaient choisi la « modernité » au dépend du discours du Christ avait perdu des fidèles tandis que celles qui restaient sérieuses comme les Églises d'Afrique et d'Asie se développent.

On a souvent mal compris son rapport à la liberté. Le pape est un adversaire du socialisme, de l'étatisme et de l'autoritarisme. Toutefois, il se soucie de la démocratie et du risque de « dictature de la majorité », comme James Madison. Il redoute également la montée du subjectivisme en Europe car il croit que cela a fait naître le nazisme et le léninisme. Le point central de l'action de Benoît XVI sera de prendre la culture comme élément pivot du nouveau millénaire et de se demander quelle culture peut le mieux protéger les sociétés libres de leurs dangers internes.

Helmut Schüller



Ancien président de Caritas (1991-1995) et vicaire général du diocèse de Vienne (1995-1999), Helmut Schüller s'occupe des victimes de violences sexuelles dans ce même diocèse.

« Que va nous apporter Benoît XVI ? »

Source : Der Standard

Référence : « Was kommt mit Benedikt XVI. ? », par Helmut Schüller, *Der Standard*, 21 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le vote m'a surpris par sa rapidité, cela signifie qu'il n'y a pas vraiment eu de discussion. J'aurais pu penser que le spectre des avis était plus large, mais une telle décision, prise en moins d'une journée est significative. On a vraisemblablement tablé sur la continuité. Le camp de l'alternance n'était pas assez organisé donc la conclusion a été acceptée par tout le monde. Les médias avaient déjà donné Ratzinger comme favori, on savait déjà qu'il bénéficiait de la majorité des votes même s'il est normalement interdit de dévoiler ses intentions. Nous allons maintenant savoir s'il reste sur ses positions d'avant le conclave. Il devrait poursuivre dans le style de ses prédécesseurs, je ne pense pas qu'il fasse autres choses que ce pour quoi il a été élu. Nous devons veiller à ce que le débat ait lieu au sein de l'Église, si possible un débat plus soutenu. La continuité est à prévoir, ainsi qu'une volonté de limitation de l'influence de l'esprit de l'époque. J'espère que le nouveau pape exposera clairement ses desseins, qu'il sera transparent et qu'il permettra l'ouverture nécessaire pour discuter de certains problèmes et peut-être essayer de nouvelles voies. À l'intérieur de l'Église, des thèmes comme le mariage des prêtres, les femmes dans l'Église et la relation aux autres religions doivent être abordés.

Anton Faber



Anton Faber est pasteur de la cathédrale Ste Stéphane à Vienne et historien. Il publie une tribune régulière dans le *Wiener Neustädter Nachrichten*.

« Il serait qualifié pour Rome »

Source : Die Presse

Référence : « Er wäre für Rom qualifiziert », par Anton Faber, *Die Presse*, 21 avril 2005.

Je suis d'accord pour dire qu'il n'y a encore jamais eu un pape qui soit en si bons termes avec l'Autriche, aussi bien à travers ses contacts personnels, sa connaissance de notre Église, ses nombreux séjours et ses amitiés personnelles avec des évêques autrichiens ainsi qu'avec notre cardinal. Il y a un axe Ratzinger-Schönborn [1]. Schönborn a été son élève et il a collaboré directement avec Ratzinger en tant que secrétaire de rédaction du catéchisme mondial. Le nouveau pape a été d'un grand secours ces dernières années où les problèmes étaient nombreux dans notre Église. Nous nous faisons quelques soucis au sujet de l'éventuel départ de l'archevêque pour Rome dans la Congrégation de la foi, cela nous ferait beaucoup de peine de le perdre. Il serait très qualifié pour ce poste à cause de son expérience en

théologie, de ses nombreuses prêches. Il serait cependant surprenant qu'un germanophone occupe ce poste deux fois de suite. De toutes façons, Ratzinger ne part pas en retraite, il est devenu pape. Je souhaite que nous gardions le cardinal Schönborn à Vienne. Cela va se décider dans les prochains jours. Il pourrait cependant être appelé à Rome par Ratzinger car le nouveau pape va avoir besoin de soutien.

[1] l'archevêque de Vienne, le cardinal Christoph Schönborn

Markus Hengstschlaeger

Le professeur Markus Hengstschlaeger est généticien à l'université de Vienne.

« L'Église, la vie et la peine de mort »

Source : Die Presse

Référence : « Die Kirche, das Leben und die Todesstrafe », par Markus Hengstschläger, *Die Presse*, 21 avril 2005.

Karol Wojtyła a changé beaucoup de choses en tant que pape Jean-Paul II. Il a soulevé de nombreuses questions et il a répondu à beaucoup d'entre elles. Il y a une question qui est restée ouverte. Pourquoi Jean-Paul II, qui s'est toujours engagé pour la vie des fœtus, ne s'est pas engagé de la même manière pour sauvegarder la vie de ceux qui sont déjà sur terre. Il ne s'est jamais prononcé de façon ferme contre la peine de mort.

Deux signaux principaux resteront de ce pontificat, montrant son intérêt pour la médecine et la bioéthique. L'encyclique *Evangelium vitae* sur la valeur de la vie humaine (1995) et la création d'une Académie pontificale pour la vie au sein de l'Académie des sciences du Vatican. Le rôle de ses 130 membres est d'épauler le pape en matière de bioéthique. La protection de la vie humaine individuelle commence au moment de la fusion de l'œuf et du spermatozoïde, c'est le dogme qui servait de fondement à toutes ses réponses sur le sujet. Sous ce pontificat, l'Église catholique romaine officielle s'est prononcée clairement contre l'avortement et contre le clonage thérapeutique ou reproductif. Cette encyclique *Evangelium vitae* était un appel à chacun, au nom de Dieu : « chéri, protège, aime la vie et sert la ».

Malgré toutes ces discussions, je n'ai toujours pas compris l'existence de cette contradiction qui fait que le pape ne se soit pas prononcé pour l'abolition de la peine de mort. Il est dit dans cette encyclique au sujet des châtiments que la peine de mort ne doit être utilisée qu'en ultime recours, quand la protection de la société l'exige. En Autriche, l'avortement est autorisé jusqu'à un stade avancé de la grossesse alors qu'un test génétique sur un embryon de 8 cellules est interdit. La résolution de telles contradictions est souhaitable, aussi bien pour le pape que pour le législateur.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .